

ASSEMBLÉE NATIONALE

13 novembre 2020

SÉCURITÉ GLOBALE - (N° 3527)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 960

présenté par

M. Morel-À-L'Huissier, M. Guy Bricout, M. Lagarde, M. Naegelen et Mme Sanquer

ARTICLE 25

À l'alinéa 2, après la seconde occurrence du mot :

« nationale »,

insérer les mots :

«, d'un agent de la police municipale, d'un garde champêtre ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 25 de la proposition de loi relative à la sécurité globale compte interdire aux gérants d'établissements recevant du public de refuser l'entrée à un policier ou un gendarme porteur de son arme hors service.

Cependant, d'autant plus que le contexte terroriste s'est particulièrement tendu ces dernières semaines, les agents municipaux et les gardes champêtres sont confrontés aux mêmes risques et menaces que le reste des forces de l'ordre. Leur rôle et leur position dans la sécurité publique locale induisent de leur garantir le port d'une arme lors de l'accès à un établissement recevant du public et ce, même hors service.